PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 04 septembre 2023

L'an deux mil vingt-trois, le quatre septembre à vingt heures, les membres du conseil municipal de la commune de Valdivienne se sont réunis dans la salle du Conseil Municipal en séance publique, sur la convocation qui leur a été adressée par le maire conformément aux articles L. 2121-10, L.2121-11 et L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales.

Nombre de Conseillers municipaux en exercice : 19

Nombre de Conseillers municipaux présents : 15

Date de la convocation du conseil municipal : 28 août 2023

Date d'affichage de la convocation : 28 août 2023

Présents : MM Claudie BAUVAIS, Sylvie ROY, Benoît BOULET, Joël FAITY, Isabelle MIGNERE, Gwénola DOARE, Thomas MESMIN, Renaud GAUD, Mikaël RABIS, Denis GERMANEAU, Sandrine MORISSET, Élodie RANGER, Claude PUISAIS, Eve BOURGOIN, Yohan TORNAIS,

Absents excusés : M. Philippe PAPUCHON donne pouvoir à M. Denis GERMANEAU, Mme Nathalie BROUARD, Mme Sophie DEVAUX

Absente non excusée : Mme Christelle COUDRAY

Secrétaire de séance : M Mikaël RABIS

Le procès-verbal de la précédente réunion en date du 03 juillet 2023 n'appelant pas d'observations est arrêté.

ORDRE DU JOUR :

- Engagement de l'opération rénovation énergétique salle polyvalente Salles en Toulon
- Syndicat Energies Vienne : Modification des statuts, Transfert intégral de la compétence éclairage public
- Création d'un emploi d'adjoint administratif principal 2^{ème} classe à temps complet
- Création d'un emploi d'attaché à temps complet
- Demande de subvention Activ'3
- Désignation d'un nouvel élu au collège électoral d'Eaux de Vienne – SIVEER pour le territoire de la CCVG
- Délibération tarifs communaux 2023
- Décision modificative budget
- Utilisation du logement 9 rue l'Abbé Arnault
- Demande de cession du « chalet » de l'ancienne baignade
- Avis sur demande d'une aire de dépouillement locaux ACCA
- SMVA : accord de principe pour la réfection des vannes suite aux travaux d'assec du bras de la dive de Morhemer

ENGAGEMENT DE L'OPÉRATION RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE SALLE POLYVALENTE SALLES EN TOULON

Madame le Maire donne la parole à monsieur Benoît BOULET, qui suit ce dossier.

Il rappelle que le Syndicat Energie Vienne accompagne les collectivités qui souhaitent s'engager dans une opération pour la rénovation énergétique du patrimoine bâti.

Dans ce cadre, les bâtiments communaux concernés ont été recensés et une priorité de travaux a été définie pour la salle polyvalente de Salles-en-Toulon, qui a fait l'objet d'un audit réalisé et financé par le Syndicat Energies Vienne.

A ce stade le budget prévisionnel des travaux envisagés est de 400 000 € dont le coût sera amoindri par les subventions qui seront sollicitées auprès des partenaires financiers institutionnels, le démarrage des travaux étant envisagé en février 2025.

M. FAITY s'enquière du reste à charge pour la collectivité. Il n'est pas encore connu à ce stade du projet, hormis une participation du Syndicat Energies Vienne par l'octroi d'un prêt à taux zéro plafonné à 8% du coût et une subvention de 25%.

M. GAUD demande si un dossier de subvention pour être déposé au titre du Fonds Vert. Aujourd'hui le fond vert est le principal mode de subvention pour ce type d'opération.

Par ailleurs, la commune a redéfini ses priorités et retenu les locaux de la mairie de Valdivienne en priorité n°2. Un comité de pilotage (COFIL) sera fixé rapidement pour définir précisément les besoins des travaux à réaliser sur la salle polyvalente de Salles-en-Toulon.

La commune ayant fait part au Syndicat Energies Vienne de son souhait de bénéficier d'une assistance à maîtrise d'ouvrage, ce dernier a passé une commande, à un cabinet, pour l'étude de faisabilité et la rédaction d'un programme pour les travaux.

Madame le Maire remercie monsieur BOULET pour son rapport et soumet ce dossier à l'approbation du conseil municipal

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, confirme son engagement dans la démarche de rénovation du bâtiment et autorise madame le Maire à signer tous documents se rapportant à ce dossier.

SYNDICAT ENERGIES VIENNE : MODIFICATION DES STATUTS (ECLAIRAGE PUBLIC) :

VU les articles L1321-1 et 2, L2121-29, et L5211-17 du Code général des collectivités territoriales,

En application de ses statuts, le Syndicat ENERGIES VIENNE exerce en lieu et place de ses collectivités membres sur leur territoire :

- des compétences obligatoires dont celle d'autorité organisatrice des missions de service public de la distribution et de la fourniture d'électricité ;
- des compétences à la carte, transférées au choix par les collectivités membres au Syndicat, dont celle de l'éclairage public.

Or, afin de mener pleinement son rôle d'accélérateur de la transition énergétique dans la Vienne, le Syndicat ENERGIES VIENNE a souhaité clarifier l'exercice de cette compétence « éclairage public », afin de permettre un transfert intégral de ladite compétence par ses membres, l'objectif étant de parvenir à :

- de meilleurs résultats en matière de sobriété écologique (réduction des émissions de gaz à effet de serre) ;
- la mise en conformité avec le code de l'environnement (lois Grenelle I et II, et loi pour la reconquête de la biodiversité) pour limiter la pollution lumineuse et ses effets sur l'homme et les écosystèmes,
- la réalisation d'économies ;
- un meilleur pilotage des installations d'éclairage public.

Par délibération du 29 juin 2023, le Comité syndical a approuvé la modification des statuts du Syndicat, afin de lui permettre d'exercer, en lieu et place de ses adhérents qui en font la demande, la compétence « éclairage public » dans son intégralité :

- **Maitrise d'ouvrage et maitrise d'œuvre** des investissements sur les installations d'éclairage public (les stades et les illuminations de fin d'année ne sont pas inclus), comprenant notamment les extensions, renforcements, renouvellements, rénovations, mises en conformité, et améliorations diverses, ainsi que toutes les études corrélatives à ces travaux, et notamment les actions de diagnostic de performance énergétique et la collecte des certificats d'économie d'énergie,
- **Exploitation et la gestion du fonctionnement** des installations d'éclairage public comprenant la maintenance préventive et curative des installations d'éclairage public,
- **Fourniture d'électricité** pour l'alimentation des installations d'éclairage public.

Les statuts modifiés figurent en annexe de la présente délibération.

Conformément à l'article L.5211-17 du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal est amené à délibérer afin d'approuver cette modification statutaire.

Après cet exposé et en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :

- D'APPROUVER la modification des statuts du SYNDICAT ENERGIE VIENNE.

SYNDICAT ENERGIES VIENNE : TRANSFERT INTÉGRAL DE LA COMPÉTENCE ÉCLAIRAGE PUBLIC

VU les articles L1321-1 et 2, L2121-29 et L5211-17 du Code général des collectivités territoriales, Le Syndicat exerce en lieu et place de ses collectivités membres sur leur territoire :

- des compétences obligatoires dont celle d'autorité organisatrice des missions de service public de la distribution et de la fourniture d'électricité ;
- des compétences à la carte, transférées au choix par les collectivités membres au Syndicat, dont celle de l'éclairage public.

Le Syndicat a souhaité clarifier la compétence « éclairage public » qu'il exerce, afin de permettre un transfert intégral de ladite compétence par ses membres, l'objectif étant de parvenir à :

- de meilleurs résultats en matière de **sobriété** écologique (réduction des émissions de gaz à effet de serre),
- la mise en conformité avec le code de l'**environnement** (lois Grenelle I et II, et loi pour la reconquête de la biodiversité) pour limiter la pollution lumineuse et ses effets sur l'homme et les écosystèmes,
- la réalisation d'**économies**,
- un meilleur **pilotage** des installations d'éclairage public.

Afin d'atteindre ces objectifs, par délibération N°2022/53 du 13 décembre 2022, le Comité syndical a approuvé le recours à un **marché global de performance** pour les prestations relatives à l'éclairage public nécessaires.

Puis, par délibération du 29 juin 2023, le Comité syndical a approuvé la **modification des statuts** du Syndicat, afin de lui permettre d'exercer, en lieu et place de ses adhérents qui en font la demande, la compétence « éclairage public » dans son intégralité :

- Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre des investissements sur les installations d'éclairage public (les stades et les illuminations de fin d'année ne sont pas inclus), comprenant notamment les extensions, renforcements, renouvellements, rénovations, mises en conformité, et améliorations diverses, ainsi que toutes les études corrélatives à ces travaux, et notamment les actions de diagnostic de performance énergétique et la collecte des certificats d'économie d'énergie,
- Exploitation et la gestion du fonctionnement des installations d'éclairage public comprenant la maintenance préventive et curative des installations d'éclairage public,
- Fourniture d'électricité pour l'alimentation des installations d'éclairage public.

Cette modification des statuts implique que les communes qui avait d'ores et déjà transféré la compétence éclairage public au Syndicat délibèrent à nouveau, afin de lui transférer cette compétence dans le cadre fixé par les nouveaux statuts, c'est-à-dire intégralement.

Les adhérents qui n'avaient pas transféré cette compétence « à la carte » au Syndicat ENERGIES VIENNE peuvent également le faire.

Afin de pouvoir déterminer le périmètre géographique et le volume du futur marché global de performance, le Syndicat ENERGIES VIENNE a demandé à ses adhérents de délibérer sur ce transfert de compétence **d'ici la fin du mois de septembre 2023.**

Vu les articles L1321-1 et 2, L2121-29 et L5211-17 du Code général des collectivités territoriales du code général des collectivités territoriales,

Compte tenu des éléments qui précèdent, le conseil municipal décide à l'unanimité :

- de TRANSFERER au Syndicat ENERGIES VIENNE la compétence intégrale « éclairage public » telle que définie à l'article 6.3 des statuts modifiés, **à compter du 1^{er} janvier 2025**, avec toutes les conséquences en découlant (mise à disposition des installations d'éclairage public, transfert des éventuels contrats en cours, inscription au budget 2025 de la participation financière qui sera versée au Syndicat).
- d'AUTORISER le maire à signer tout document permettant l'exécution de la présente délibération.

M. GERMANEAU propose de prendre à la carte l'option 6.4 concernant les bornes de rechargement des véhicules électriques ; adopté à l'unanimité

Madame le Maire apporte un bémol à ce transfert de compétence car la dépense d'investissement ne sera plus communale et passera en section de fonctionnement, s'agissant d'un prestataire. M. PAPUCHON a prévu une réunion mi-octobre avec le référent en charge de ce dossier.

CRÉATION D'UN EMPLOI D'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2^{ème} CLASSE À TEMPS COMPLET

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux

Vu le décret n° 2016-596 du 13 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,

Vu le budget communal, Vu

le tableau des effectifs ; Le

Maire expose :

Conformément à l'article L 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

Considérant le tableau des effectifs,

Considérant la nécessité de créer un emploi d'adjoint administratif à temps complet pour pourvoir un poste d'assistante administrative,

Le conseil municipal, sur le rapport de madame le Maire et après en avoir délibéré décide à l'unanimité : -

la création d'un poste d'adjoint administratif principal 2^{ème} classe à temps complet à compter du 1^{er} octobre 2023

- De modifier ainsi le tableau des effectifs

- Les crédits nécessaires sont prévus au budget communal.

L'emploi précédemment pourvu sur le même grade à raison de 30 heures sera supprimé

CRÉATION D'UN EMPLOI D'ATTACHÉ À TEMPS COMPLET

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois, des attachés territoriaux

Vu le décret n° 2006-1695 du 22 décembre 2006 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie A de la fonction publique territoriale.

Vu le budget communal,

Vu le tableau des effectifs ;

Le Maire expose :

Conformément à l'article L 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

Considérant le tableau des effectifs,

Considérant la nécessité de créer un emploi d'attaché à temps complet pour pourvoir au remplacement de la directrice des services qui fera valoir ses droits à la retraite au 01.04.2024

Le conseil municipal, sur le rapport de madame le Maire et après en avoir délibéré décide à l'unanimité :

- la création d'un poste d'attaché territorial à temps complet à compter du 1^{er} octobre 2023

- De modifier ainsi le tableau des effectifs

- Les crédits nécessaires sont prévus au budget communal.

DEMANDE DE SUBVENTION ACTIV'3

Madame le Maire rappelle la délibération N°2023-060 du 3 mai 2023 relative à la création d'un terrain multisports et le plan de financement prévisionnel adopté pour la recherche de partenaires financiers.

Dans ce cadre une demande de subvention à hauteur de 60% du projet a été déposée auprès de l'Agence Nationale du sport. Bien que nous n'ayons pas encore reçu la confirmation écrite de la subvention octroyée il nous a été annoncé verbalement un financement de 50%.

Aussi, madame le Maire propose au conseil municipal de revoir le plan de financement initial et de solliciter une subvention auprès du Conseil Départemental à hauteur de 30% au titre d'ACTIV'3

Le coût prévisionnel de ce projet s'élève à 93 379.50 € HT

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL				
Financier	Sollicité ou acquis	Montant subventionnable	Montant Subvention sollicitée	Taux d'intervention
Agence Nationale du Sport	Sollicité	93 379.50 €	46 689.75 €	50 %
Conseil Départemental	Sollicité	93 379.50 €	28 013.85 €	30 %
SOUS TOTAL			74 704.00 €	80 %
AUTOFINANCEMENT			18 676.00 €	20 %

L'enveloppe de subvention attribuée par le Conseil Départemental au titre de l'année 2023 s'élève à 30 900 €. Il reste donc un reliquat de 2886.15 €.

Ce financement pourrait être utilisé pour les travaux de suppression d'un poteau tube et de l'enfouissement partiel du réseau basse tension afin de créer un trottoir PMR, pour sécuriser la circulation piétonnière sur cette voie qui va desservir le pôle commercial dont la construction vient de démarrer.

Le coût prévisionnel de ces travaux est de 10 413.39 € HT.

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL				
Financier	Sollicité ou acquis	Montant subventionnable	Montant Subvention sollicitée	Taux d'intervention
Conseil Départemental	Sollicité	10413.39 €	2 886.15 €	27.70 %
SOUS TOTAL			2 886.15 €	27.70 %
AUTOFINANCEMENT			7 527.24 €	72.30 %

Considérant l'exposé de madame le Maire,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

- Approuve les deux projets et les plans de financement proposés.
- Autorise madame le Maire à solliciter les demandes de subventions et à signer tous documents nécessaires à la réalisation de ces affaires.

DÉSIGNATION D'UN NOUVEL ÉLU AU COLLÈGE ÉLECTORAL D'EAUX DE VIENNE – SIVEER POUR LE TERRITOIRE DE LA CCVG

Madame le Maire rappelle la délibération n°2020-032 portant désignation des délégués dans les organismes intercommunaux et autres organismes et plus particulièrement le point 2 – élection des délégués au sein du collège électoral (Vienne et Gartempe) d'Eaux de Vienne-Siveer.

Dans ce cadre monsieur Denis GERMANEAU avait été désigné avec monsieur PAPUCHON pour siéger au sein du collège électoral d'Eaux de Vienne – Siveer du territoire de la Communauté de Communes Vienne Gartempe (CCVG). Or monsieur GERMANEAU, en raison d'une nouvelle activité professionnelle incompatible avec cette délégation, ne peut plus siéger au sein de ce collège et il convient de le remplacer.

Un appel à candidature est fait par madame le Maire. Monsieur BOULET Benoît se porte candidat.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages désigne monsieur BOULET Benoît pour siéger avec monsieur PAPUCHON dans ce collège électoral d'Eaux de Vienne – Siveer du territoire de la CCVG.

DÉLIBÉRATION TARIFS COMMUNAUX 2023

Madame le Maire rappelle la délibération n°2022-090 fixant les tarifs communaux au 1^{er} janvier 2023.

○ Elle expose avoir été saisie à plusieurs reprises, par des entreprises extérieures à la commune, pour la location d'une salle de formation d'une durée variant de 1 à 4 jours.

Si les salles des fêtes peuvent convenir, en revanche il n'a pas été prévu de tarif pour cet usage.

Jusqu'à présent ces salles sont principalement louées durant les week-ends et également mises à la disposition d'associations durant la semaine. De plus cela nécessitera de faire appel à du personnel pour des états des lieux entrant et sortant et pour du ménage le cas échéant. Il convient donc de fixer les conditions de location pour les demandes relatives aux formations, séminaires par des entreprises. Ce dossier est soumis à l'avis du conseil

○ Cette délibération n°2022-90 fixe également les tarifs pour les encarts publicitaires dans le bulletin municipal. S'agissant de la rubrique des annonceurs locaux le format 1/8^{ème} de page à 25 € n'a pas été précisé sur la délibération et il convient de le confirmer.

Après débat, le conseil municipal à l'unanimité des suffrages décide

- Que la location pour formation, séminaire, ne sera possible que pour la salle des fêtes de Salles-en-Toulon et uniquement du lundi au jeudi, les locations du week-end débutant le vendredi
- Qu'en cas de location un jeudi le club des aînés n'aura exceptionnellement pas accès à la salle pour ses réunions hebdomadaires.
- De fixer le prix de cette location à 100 € forfait jour
- Autorise madame le Maire à signer tout document se rapportant à cette affaire

- Confirme que le tarif de 25 € pour les annonceurs locaux est bien pour un encart publicitaire d'1/8^{ème} de page.

DÉCISION MODIFICATIVE BUDGET OPERATIONS INDUSTRIELLES

L'estimatif des dépenses en phase chantier d'ici fin 2023 est de 620 880.29 €. Afin de pouvoir les mandater il convient d'abonder la recette par un emprunt – article 1641- et la dépense - article 2313- de de l'opération création d'un pôle commercial d'un montant de 335 000 €.

UTILISATION DU LOGEMENT 9 RUE DE L'ABBÉ ARNAULT

Madame le Maire rappelle que la famille ukrainienne hébergée dans le logement 9 rue de l'abbé Arnault durant plus d'un an a déménagé début juillet et qu'elle a été saisie récemment d'une autre demande.

Il s'agit d'une personne qui a trouvé un logement à louer mais, compte tenu des travaux en cours, il ne sera pas disponible avant octobre au mieux. Elle est actuellement en location « Air B n B » mais ce ne peut être que ponctuel. Au regard de ses horaires de travail elle a besoin d'un logement à proximité d'un arrêt de bus pour sa fille qui rentre au collège et devra être autonome.

Bien que le logement communal n'ait pas vocation à être loué de façon permanente madame le Maire propose de le louer à titre précaire à cette personne.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

- Accepte de louer ce logement à titre précaire
- Décide de fixer le loyer à 400 € mensuel auquel s'ajouteront les charges de tous les fluides.
- Autorise madame le Maire à signer la convention d'occupation précaire et tous documents se rapportant à cette affaire

DEMANDE DE CESSION DU « CHALET » DE L'ANCIENNE BAIGNADE

Madame le Maire expose au conseil qu'elle a reçu une demande du comité d'animation de Valdivienne qui souhaiterait utiliser l'ancien « chalet » qui servait au surveillant de baignade à Morthemmer, pour le recycler en toilettes sèches à utiliser lors de leurs manifestations.

M. GERMANEAU souhaite, s'il s'agit d'un don de la commune, que ces toilettes sèches soient mises à la disposition de toutes les associations qui en auront besoin et ce à titre gratuit. Le conseil souhaite avoir des précisions sur l'évacuation des « déchets »

AVIS SUR DEMANDE D'UNE AIRE DE DÉPOUILLEMENT LOCAUX ACCA

Madame le Maire expose que l'ACCA de VALDIVIENNE souhaite créer une aire de dépouillement à proximité de leur local de chasse, mis à leur disposition à côté de la mairie, et demande l'autorisation de réaliser un petit appentis sur une armature métallique déjà existante ; ces travaux étant réalisés par l'association. Renseignements pris rien ne s'oppose à ce qu'il puisse éviscérer sur leur espace.

M. GERMANEAU s'interroge sur le système d'évacuation ; il faudra une ouverture de branchement si l'assainissement ne passe pas.

M. GAUD s'étonne qu'une association fasse des travaux sur une propriété communale

M. RABIS rappelle qu'il y a des enfants à proximité et qu'en terme d'hygiène cela peut questionner. Le conseil demande que l'association soit reçue pour présenter plus précisément son projet

SMVA : ACCORD DE PRINCIPE POUR LA RÉFECTION DES VANNES SUITE AUX TRAVAUX D'ASSEC DU BRAS DE LA DIVE DE MORTHEMER

Madame le Maire expose que durant l'été il y a eu des problèmes sur la petite vanne qui jouxte le pont départemental et qui alimente un bras annexe de la DIVE de Morthemmer. En effet suite à la manipulation de cette vanne il s'est avéré que le débit de fuite était plus important. Pour y remédier le syndicat de rivière SMVA a installé, avec nos services techniques, une planche en bois mais cette solution n'est pas viable à moyen terme. Une rénovation partielle de cette vanne est envisageable et le SMVA y est favorable avec une mutualisation des coûts et donc une prise en charge financière à hauteur de 50% pour la commune et 50% pour le SMVA.

Le technicien du SMVA a sollicité un devis mais ne l'a pas encore reçu ; cependant la dépense estimée serait de l'ordre de 1000 à 1200 € avec une réserve sur le coût total qui peut possiblement varier en cas d'aléas de chantier. Les travaux seront sous maîtrise d'ouvrage du SMVA qui refacturera 50% du coût d'opération à la commune. Le dossier est soumis à l'avis du conseil

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

- Donne son accord pour engager les travaux nécessaires et participer au coût de cette opération à hauteur de 50%
- Autorise madame le Maire à signer la convention financière et tous documents se rapportant à cette affaire.

QUESTIONS DIVERSES

Mme Le Maire

- Dans le cadre de l'organisation du forum des associations Valdiv'expo, 100 repas ont été commandés pour les personnes qui souhaitaient se restaurer sur place mais il s'agissait d'un prévisionnel qui n'a pas été atteint ; madame le maire propose aux élus que la commune s'acquitte auprès du restaurateur de 36 repas soit 432 €. Adopté à l'unanimité Il y a eu moins d'exposants qu'il y a 2 ans mais les présents se sont dit satisfaits des contacts pris et notamment l'association La Muse Valdiviennoise car suite au départ de la présidente l'association va peut-être perdurer. Les élus sont invités à réfléchir pour le prochain forum sur le renouvellement de la formule ou des modifications à apporter. - rappel de la réunion du vendredi 13/10 à 20h au club house des Genêts pour la planification des manifestations 2024.

Au regard du nombre d'associations absentes ou représentées l'an passé, il sera précisé sur l'invitation que seules les associations présentes pourront réserver leurs dates.

- projet d'aménagement de la croix rue des lavandières : un pré projet a été transmis à la DRAC pour avis. L'architecte des Bâtiments de France souhaite un rendez-vous sur place. A organiser
- Décès de monsieur Michel SOULLARD, employé communal à la retraite ; a fait livrer des fleurs au nom de la commune.
- Projet agrivoltaïque, l'association Agrivaldivert viendra présenter aux élus, lundi 25.09 à 20h30 en mairie, les ateliers citoyens mise en place début octobre pour information de la population sur les projets.
- madame Edith GAULT – service espaces verts et Thomas MESMIN – conseiller délégué ont assisté avant l'été à une journée d'information sur l'ambrosie, plante invasive, et seront les deux référents pour signaler sa présence sur la commune s'ils en ont connaissance.
- Reprise de l'activité Ludothèque de la CCVG ; l'intervenante qui s'était installée à la MMT avant les vacances scolaires a demandé à s'installer à la salle des fêtes de STM les jeudis 28/09 et 30/11 toute la journée ce qui pourrait inciter les séniors à participer à ces ateliers qui ont une vocation intergénérationnelle.
- Mouvement de personnel : deux agents des services techniques ont demandé leur détachement à la Direction des routes du Centre Ouest pour un an à compter du 16 octobre 2023 et un adjoint d'animation, rattaché au groupe scolaire, a demandé une disponibilité d'un an renouvelable, pour convenances personnelles.
- Rappelle que la Mission Locale Rurale s'adresse aux jeunes de 16 à 25ans pour les accompagner dans différentes démarches. Mme DOARE indique qu'un agent de mission locale peut venir présenter son activité lors d'une distribution alimentaire du CCAS

M. RABIS Mickaël

- Rappelle que la prochaine distribution banque alimentaire aura lieu le 20.09 pour 60 bénéficiaires (départ des communes de LEIGNES SUR FONTAINE et PAIZAY LE SEC) et fait appel aux bénévoles sur le créneau 12h30-14h
- Manifestation Octobre rose organisée sur la commune le 15/10 avec un parcours balade de 5 à 6 kms ; il espère la présence des élus
- la Semaine Bleue, semaine intergénérationnelle, aura lieu la première semaine d'octobre. Une activité gym douce est programmée le mardi et des ateliers créatifs auront lieu à l'école le vendredi après-midi.
- Voyage intergénérationnel « au vieux Cormenier » le 25 octobre ; les élus sont invités à s'inscrire s'ils sont intéressés ; tarif de 10€

Mme Le Maire

Madame le Maire expose au conseil qu'elle a reçu une demande d'achat pour des anciennes « buses fleurissement » qui avaient autrefois été installées sur l'ensemble du territoire, charge aux riverains de s'en occuper. A défaut d'entretien sur le long terme ces contenants ont été retirés et sont stockés aux services techniques ; la commune n'en n'ayant pas d'usage particulier elle propose de donner une suite favorable à cette demande qu'elle soumet à l'avis du conseil.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de vendre trois « buses fleurissement » pour la somme de 100 euros.

M. BOULET Benoit

Souhaite savoir quand le SIMER finira de débarrasser les matériels restés sur les anciens points de collectes. A relancer.

Mme Le Maire

Rappelle le problème d'enlèvement des déchets ménagers dans bourg de St Martin (incivilités ; sacs déposés hors contenants à côté des bacs de la commune) qui n'a pas encore trouvé de solution malgré les relances auprès du SIMER et qui a amené des rats le long de la salle des fêtes, ce qui devient un problème de salubrité publique.

Réunion prochaine Commission Générale le 02 octobre à 19 heures.

La prochaine réunion du conseil municipal est fixée au 09 octobre à 19 heures.

Madame le Maire lève la séance à 22h40

Le secrétaire de séance
Mikaël RABIS

Le Maire
Claudie BAUVAIS